



## Intervention de l'Union Locale CGT d'Arles le 22 mars 2018

Fonction publique : ces deux mots, si joliment associés, hantent les capitalistes depuis des décennies.

Depuis son arrivée au pouvoir, il y a moins d'un an, Emmanuel Macron n'a malheureusement pas oublié la fonction publique et ses agents dans sa frénésie libérale.

Nouveau gel de la valeur du point d'indice – et donc, blocage des salaires – pour 2018 et au-delà, rétablissement de l'injuste et stigmatisant jour de carence.

Annnonce du gouvernement, d'un « plan de départs volontaires » pour supprimer au moins 120 000 postes de fonctionnaires (autrement dit le plus formidable plan de suppression d'emplois depuis soixante-dix ans), laquelle constitue une véritable bombe sociale sans précédent, alors que de nombreux secteurs souffrent gravement d'un manque d'effectifs.

C'est une offensive visant à abandonner des missions publiques aux appétits voraces de la finance.

Porteuse de nombreuses propositions alternatives, la CGT s'y oppose.

Vous vous sentez « privilégiés », vous ? Demandons aux cheminots ce qu'ils en pensent, alors que nous assistons à une campagne de lynchage médiatique qui les jettent en pâture !!!

La ministre des Transports, elle-même, parle des agents de la SNCF en précisant qu'ils cheminent dans la vie professionnelle munis d'« un sac à dos » – référence à peine voilée aux fameux « parachutes dorés » des hyper-riches...

Rassurez-vous. Certains continuent de dormir tranquilles. Les puissants, les « importants », eux, conserveront leur statut, le vrai statut de classe : celui des privilégiés. Eux paieront toujours les premières classes et biberonneront aux dividendes sans lever le petit doigt, bien à l'abri dans leurs quartiers sécurisés – où ne vivent jamais ni cheminots, ni infirmiers, ni urgentistes, ni agents de la fonction publique, ni même professeurs de lycée, et encore moins ces chômeurs en « fin de droits » sortis des statistiques officielles...

Rajoutons à cela la langue de bois de Madame la Député d'Arles ! Qui a daigné répondre aux retraités après 4 mois de silence !

Une réponse stéréotypée, très leçon de pédagogie macronienne sur la solidarité intergénérationnelle. Elle dit : Les retraités aux pensions les plus modestes ne sont pas concernés par la CSG. Les autres participent à l'effort national, qui sera compensé par la suppression de la taxe d'habitation... Voilà sa réponse !!

Nous devons ne rien laisser passer à ceux qui mènent cette guerre de classes... ils pensent qu'ils sont en train de la gagner...

Ils se trompent, la CGT aujourd'hui comme par le passé, sera une force de proposition pour un autre modèle de progrès social, un autre modèle de société plus juste et égalitaire. La CGT se battra avec les salariés du secteur public, avec les usagers pour maintenir et développer encore plus de services publics de proximité car c'est notre richesse à tous.

Oui nous continuons avec nos camarades hospitaliers à nous battre contre la destruction de notre système de santé ! avec nos camarades de la Sécu contre la destruction de notre système de protection sociale ! avec nos camarades du Garage Renault contre l'acharnement d'une Direction qui porte dans sa besace la panoplie du parfait patron qui casse du syndicaliste !

Dans ce contexte, les organisations départementales CGT, FSU, Solidaires, Unef, Unl ont affirmé dans une déclaration commune :

Les choix politiques du président Macron et de son gouvernement visent à détruire notre modèle social, menaçant jusqu'au fonctionnement même de notre République.

La fonction publique et l'ensemble des services publics constituent une richesse pour notre pays : ils sont un outil de cohésion et de justice sociale, de solidarités et d'égalité.

À l'instar des mobilisations d'une ampleur inédite initiées par les personnels pénitentiaires ou les salariés des EHPAD, des mobilisations s'organisent dans les Bouches du Rhône.

Parce qu'elles revendiquent la reconnaissance des missions de service public, ces luttes s'opposent frontalement aux politiques libérales. Dans le privé, l'ensemble des ordonnances promulguées par l'actuelle majorité viennent parachever l'œuvre de destruction des droits et garanties collectives du monde du travail menée de façon systématique et cohérente depuis des années.

**Nous sommes TOUS concernés pour stopper la destruction sociale organisée par Macron et le patronat. Ne les laissons pas tout détruire !**

**Par notre action unie et déterminée, nous sommes en mesure d'inverser ce processus,**

**Ensemble nous pouvons imposer d'autres choix !**

**Et ensemble nous pouvons agir!!! Pour ne pas subir!!!**

**Parce que les moyens existent pour d'autres choix et pour répondre aux besoins de tous, nos organisations appellent l'ensemble des salariés privé et public, les privés d'emploi, jeunes et retraités à continuer à se mobiliser massivement afin de construire une riposte globale aux attaques coordonnées qui frappent l'ensemble du monde du travail.**